



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETÉ N°484 /DDPP/2014
portant mise en demeure**

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement relatif aux dispositions communes aux contrôles et aux sanctions et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 février 2009 réglementant les activités exercées par la société SAINT GOBAIN EMBALLAGE sur le territoire de la commune de SAINT ROMAIN LE PUY, 2 place de la Verrerie ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 26 juillet 2014, établi à la suite d'une visite d'inspection du 30 avril 2014, constatant des dépassements des valeurs limite d'émissions "AIR", concernant les paramètres Nox, Sox, poussières, CO (monoxyde de carbone) ;

CONSIDÉRANT que les valeurs d'émission ne respectent pas les dispositions de l'arrêté d'autorisation du 12 février 2009 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 : La société SAINT GOBAIN EMBALLAGE est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite à SAINT ROMAIN LE PUY, 2 place de la Verrerie, de respecter, sous un délai maximum de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 12 février 2009 susvisé, concernant les valeurs de rejet "AIR".

L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les mesures détaillées prises à ce titre.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des mesures prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'inspection des installations classées, Madame la Directrice Départementale de la Protection des Populations et Madame le Maire de Saint Romain le Puy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairies, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Pour la Préfète
et par délégation

Fait à Saint-Étienne, le 10

Secrétaire Général

28 OCT. 2014

Gérard LACROIX

Copie adressée à :

- Société SAINT GOBAIN EMBALLAGE
2 place de la Verrerie
42610 SAINT ROMAIN LE PUY
- Madame le Maire de St Romain le Puy
- Inspection des installations classées DREAL Loire
- Archives
- Chrono